

Marché gazier : la tempête que personne n'avait vue venir

PAR MARTINE ORANGE
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 5 OCTOBRE 2021



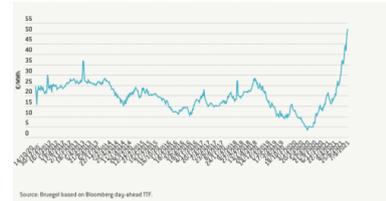
Opération de torçage sur un gazoduc en Allemagne © Photo Hendrik Schmidt / dpa via AFP

L'addition de mauvaises conditions météo, d'une reprise brutale et désordonnée, d'une offre qui ne suit pas la demande a provoqué une explosion des prix du gaz. La crise se propage à l'ensemble de l'économie, mettant à nu les dysfonctionnements de la construction de l'Europe de l'énergie. *Premier volet de notre série sur la faillite de l'Europe de l'énergie.*

Plus 10 % en juillet, plus 5 % en août, plus 8,7 % en septembre, plus 12,6 % à partir du 1^{er} octobre... Depuis le début de l'année, les tarifs régulés du gaz ont augmenté de 57 % en France. Sur les marchés spots européens, l'explosion des cours est encore plus spectaculaire : ils ont quasiment quadruplé en neuf mois. Partout en Europe, les compteurs s'emballent et les gouvernements s'affolent. Pendant combien de temps cette hausse va-t-elle se poursuivre ? Jusqu'où les cours vont-ils monter ? Quelles vont être les conséquences sur l'économie ?

Car de proche en proche, la flambée de gaz est en train de tout contaminer. Déjà des usines d'engrais, de papier, d'ammoniac, très consommatrices de gaz, ont décidé de suspendre leur production, estimant être dans l'incapacité de faire face à une telle hausse des coûts. Des groupes chimiques,

de plastiques, agro-alimentaires ont prévenu qu'ils devraient inévitablement répercuter cette flambée sur leurs prix de vente.



Évolution du prix du gaz entre 2011 et 2021 (en euros le MWh). © Instiut Bruegel

Parce que le gaz est désormais un facteur essentiel dans la détermination des prix de l'électricité en Europe, le mégawattheure (MWh), qui était autour de 40 euros en début d'année, est à plus de 70 euros en moyenne aujourd'hui. Pas un secteur n'échappe à ces augmentations porteuses d'inflation. Et la crise commence déjà à mordre sur le pouvoir d'achat des ménages.

Le spectre d'une crise des « gilets jaunes », qui avait été provoquée à l'origine par une augmentation de la fiscalité sur les produits énergétiques, hante de nombreux esprits. Et les responsables politiques, plus à l'étranger qu'en France d'ailleurs, cherchent les moyens pour l'éviter.

Dès juillet, le gouvernement espagnol a annoncé un allègement de la TVA sur les prix de l'énergie afin d'en diminuer la charge pour les consommateurs, et **envisage** de surtaxer les profits des groupes énergétiques espagnols. La mesure pourrait rapporter 2,6 milliards d'euros, selon les premières estimations.

Alors que l'économie italienne dépend à plus de 40 % du gaz, le président du Conseil italien, Mario Draghi, a lui aussi **promis**, le 23 septembre, un allègement de la fiscalité, évaluée à 3 milliards d'euros, sur les factures de gaz et d'électricité pour les ménages et les petites entreprises pour le dernier trimestre 2021. « *En l'absence de l'intervention du gouvernement, le prix de l'électricité pourrait augmenter de 40 % et celui du gaz de 30 % au cours du prochain trimestre* », a expliqué Mario Draghi pour justifier sa décision.

En comparaison, le chèque de 100euros promis aux six millions de ménages les plus modestes par le ministre des finances Bruno Le Maire paraît bien peu pour

compenser les hausses brutales et successives du gaz et de l'électricité, alors que la fracture énergétique **frappe déjà durement**. Pressentant peut-être que la mesure est insuffisante, le premier ministre Jean Castex a annoncé ce 30 septembre sur TF1 que la hausse des tarifs réglementés du gaz serait la dernière, ce qui amènerait par la suite à retarder «*les baisses attendues à partir d'avril*». Les tarifs de l'électricité étant régulés – et qui auraient dû augmenter de 12% en février 2021, comme l'avait annoncé la ministre de la transition écologique, Barbara Pompili –, elles seront limitées à 4,4%, l'État ayant décidé de baisser momentanément les taxes (*voir notre Boîte noire*).

Personne n'avait vu venir cette crise de l'énergie, qui menace de s'étendre. Une conjonction d'événements et de facteurs non prévus s'est produite, provoquant une rupture qui gagne désormais tous les marchés de l'énergie – le prix du baril de pétrole est à plus de 80 dollars, au plus haut depuis trois ans.

Mais c'est en Europe que les dégâts s'annoncent les plus graves : l'Europe de l'énergie est en train d'exploser sous nos yeux. À écouter les connaisseurs du monde de l'énergie, si les éléments déclencheurs n'étaient pas prévisibles, les conditions structurelles de cette faillite étaient posées depuis longtemps.

« *Ce qui m'étonne, c'est que l'on s'étonne de ce qui arrive aujourd'hui. Cela ne pouvait pas évoluer différemment. La façon dont l'Europe a libéralisé le secteur de l'énergie depuis 20 ans [la déréglementation du secteur de l'énergie a été actée lors du sommet de Barcelone en 2002 – ndlr], l'architecture et les modalités qu'elle a imposées pour affirmer le primat de la concurrence dans ce secteur ne pouvaient conduire qu'à cette situation* », analyse aujourd'hui Jean-Pierre Hansen, ancien président des groupes belges Tractebel et Electrabel qui a longtemps dispensé des cours sur les marchés de l'énergie à Polytechnique.

Une analyse que partage l'économiste Raphaël Boroumand, spécialiste des marchés de l'énergie. « *Il y a dix ans, j'avais écrit que l'électricité n'était pas un bien adapté pour être libéralisé comme on l'a fait. On le voit aujourd'hui* », dit-il. « *D'une certaine façon,*

l'Europe connaît une situation comparable à celle du Texas en janvier [à la suite d'une vague de froid, les Texans ont vu arriver des factures d'électricité allant jusqu'à 17 000 dollars – ndlr]. Les prix de l'énergie se retrouvent totalement exposés à la volatilité des marchés », complète Philippe Chalmin, économiste et auteur de *Cyclope*, ouvrage annuel de référence sur les matières premières.

Constatant bien tardivement et très partiellement les dysfonctionnements et les tares des marchés de l'énergie en Europe, Bruno Le Maire appelle à une réforme du marché de l'électricité en Europe. Au moins pour tenir compte de la spécificité de la production française reposant à 75 % sur le nucléaire et l'hydroélectricité. Mais c'est une réforme bien plus ambitieuse, organisant à la fois la sécurité et un environnement stable afin de permettre une véritable transition écologique, qu'il conviendrait de mener, selon de nombreux observateurs.

Peut-il y avoir un consensus européen sur cette transformation ? Les responsables européens accepteront-ils de reconnaître l'impasse et de réformer les marchés de l'énergie ? Cette question a toutes les composantes pour se transformer en une crise sociale économique, si rien n'est fait. Alors que la Commission européenne s'apprête à lancer son **Green deal**, elle pose aussi toute la question de l'acceptabilité sociale de la transition écologique.



Opération de torchage sur un gazoduc en Allemagne
© Hendrik Schmidt / dpa Picture-Alliance via AFP

Le gaz, énergie de référence en Europe

Un hiver plus long et plus froid que prévu, un été sans vent en Europe du Nord, le tout dans un contexte de reprise économique brutale et désordonnée, où l'offre ne suit plus la demande: tout s'est additionné en quelques mois pour déclencher une tempête parfaite sur le marché du gaz en Europe. Depuis le début de

l'année, tous les repères ont été bousculés, effacés. Une frénésie a saisi le monde de l'énergie. Les prix du gaz naturel, qui étaient à 18,8 euros le MWh en janvier, dépassent les 90 euros aujourd'hui. La spéculation se déchaîne.

Considéré pendant longtemps comme un acteur secondaire par rapport aux marchés pétroliers, le marché du gaz n'a cessé de prendre de l'importance, au fur et à mesure que la transition écologique s'est imposée comme incontournable. *«Le gaz naturel est par essence l'énergie de la transition écologique. C'est l'énergie fossile qui émet le moins de CO₂, qui est la plus souple et qui prend le relais sans à-coups dans les périodes intermittentes des renouvelables»*, dit Philippe Chalmin.

Pour l'Europe en tout cas, c'est l'énergie de référence. Mais ce choix place le continent dans une situation de dépendance qui ne cesse de s'aggraver. À l'exception de la Norvège, le continent ne produit quasiment plus de gaz. Les forages britanniques en mer du Nord, qui ont tant compté dans la révolution thatchérienne en général, dans la déréglementation de l'énergie en particulier, sont en voie d'épuisement, ceux des Pays-Bas sont en cours d'extinction et les gisements de Lacq ne sont plus qu'un souvenir.

L'Europe est donc devenue tributaire des importations extérieures, soit par gazoducs, soit en achetant des cargaisons de gaz liquéfié (GNL). Algérie, Qatar, un peu la Libye – essentiellement avec l'Italie et de façon très aléatoire depuis la guerre de 2011 –, figurent parmi les grands fournisseurs de l'Europe. Mais c'est avec la Russie que le degré de dépendance est le plus fort. Gazprom, le bras armé gazier de Vladimir Poutine, assure en moyenne 40 % des approvisionnements gaziers européens. Mais cela peut aller jusqu'à 80 % dans le cas de la Pologne, 67 % dans celui de l'Autriche.

Avec ces producteurs gaziers importants, les relations ont aussi évolué. Pendant des décennies, les pays européens, pour assurer la sécurité d'approvisionnement, ont passé des contrats de long terme avec ceux dont les prix évoluaient en fonction d'un panier de références pétrolières. L'avènement

du gaz de schiste aux États-Unis a tout changé. Les marchés gaziers ont pris leur autonomie par rapport aux marchés pétroliers et ont évolué en sens inverse. Alors que le baril atteignait des sommets, les prix du gaz, compte tenu d'une offre abondante et bradée, s'effondraient.

Dès lors, pourquoi continuer à s'enfermer dans des contrats de long terme contraignants et onéreux ? Les uns après les autres, les producteurs ont abandonné les relations longues avec les pays producteurs pour s'en remettre aux marchés spots. La plateforme néerlandaise du marché gazier européen, Title Transfer Facility (TTF), est devenue la référence incontournable de l'Europe de l'énergie. Une fois de plus, le marché était censé pourvoir à tout.

Une offre qui ne répond plus à la demande

Depuis la fin de la pétrification des économies européennes provoquée par le Covid-19, le réveil est brutal. L'activité en sous-régime pendant des mois est passée d'un seul coup en sur-régime. Les consommations d'énergie, à commencer par le gaz, se sont envolées. D'autant que la météo s'en est mêlée : la saison hivernale s'est prolongée au-delà des normes habituelles. Comme dans d'autres secteurs des **matières premières**, l'offre a eu du mal à suivre une demande subite et forte. Au printemps, le prix du gaz avait déjà augmenté de 30 %.

Comme les banquiers centraux, comme les responsables politiques, les acteurs gaziers se bercent alors d'illusions. Tous **assurent** que ces tensions ne sont que provisoires. À l'été, tout devrait se calmer et le marché retrouver son cours normal. Mais rien ne se passe comme prévu. La météo, une fois de plus, fait des siennes. En Europe du Nord, le vent fait défaut. Les pays comme le Danemark, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, désormais fortement dépendants des éoliennes, se retrouvent avec une production électrique insuffisante. En Europe du Sud, les vagues de chaleur entraînent une surconsommation d'électricité à cause de l'utilisation massive des climatiseurs.

Pour fournir rapidement l'électricité indispensable, les producteurs relancent leurs centrales à gaz. Dans le même temps, les grandes entreprises de distribution de gaz, qui, dans l'espoir de profiter de prix plus bas, avaient tardé à reconstituer leurs stockages tombés au plus bas après l'hiver, commencent à se dire qu'il est grand temps de les regarnir. Tous se retrouvent acheteurs de gaz au même moment. Et tous comprennent qu'ils ont le plus grand mal à en trouver. Les tensions qu'ils pensaient passagères s'éternisent.

Car le marché gazier a changé. Pour la première fois, la Chine se retrouve en concurrence directe avec l'Europe sur les approvisionnements gaziers. Cette surprise n'aurait pas dû en être une : cela fait quelque temps que la Chine est devenue le premier importateur mondial de gaz. Investie dans la lutte contre le réchauffement climatique et la transition écologique, érigées en impératifs catégoriques par le gouvernement chinois, elle a engagé une mutation énergétique forte, fermant à tour des bras ses mines et ses centrales à charbon trop polluantes pour développer des énergies renouvelables avec le gaz en complément.



Terminal méthanier dans la province chinoise de Jiangsu. © Photo Xu Congjun / Imaginechina via AFP

Quand l'économie chinoise est repartie, bien avant le reste de l'économie mondiale, au deuxième semestre 2020, la demande de gaz a explosé. La Chine a acheté, parfois à prix d'or, des cargaisons de GLN. Les traditionnels pays fournisseurs de l'Europe, qui n'y trouvaient plus de débouchés, se sont détournés vers l'Asie, vers la Chine. Et ils continuent de privilégier ces marchés qui leur offrent des perspectives et des prix bien plus élevés que sur le Vieux Continent.

Le deuxième changement est plus préoccupant : il n'y a plus d'équilibre entre l'offre et la demande. Certains pays semblent rencontrer des problèmes de

production. À la suite d'un important incendie sur un de ses sites gaziers, la Norvège a ainsi de grandes difficultés à retrouver son niveau de production normal.

Dans d'autres pays, les arrêts provoqués par la crise sanitaire, la difficulté à trouver des composants et des équipements ralentissent aussi les exploitations gazières. Des plans d'exploration, enfin, ont été stoppés en raison de la réticence des investisseurs à financer des projets d'énergie fossile.

Mais la véritable transformation semble liée à la nouvelle politique des producteurs. Beaucoup semblent avoir opté pour la stratégie de la rareté. C'est en tout cas la ligne officiellement revendiquée par les producteurs américains de gaz de schiste. Alors qu'ils avaient choisi ces dernières années de produire tant et plus pour compenser par les volumes la chute des cours, qu'ils faisaient le forcing à tous les niveaux pour exporter leurs productions vers l'Europe, depuis le Covid, il leur paraît bien plus intéressant de restreindre leur production, de diminuer leurs investissements et de rémunérer solidement leurs actionnaires.

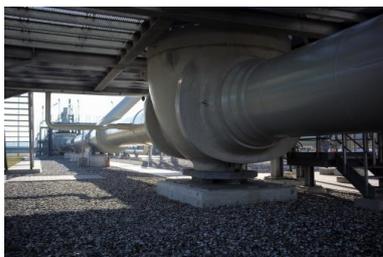
Ils ont déjà **averti** qu'il ne fallait pas compter sur eux pour approvisionner le marché européen. Mais les réductions de production sont si importantes qu'elles commencent par alarmer les acteurs américains. Certains se demandent si la crise gazière européenne ne va pas déborder sur le marché américain.

Mais c'est le cas de la Russie qui est le plus préoccupant. Depuis un certain nombre de mois, elle semble en arrière de la main sur le marché gazier. Gazprom honore scrupuleusement ses accords contractuels, et notamment les contrats de long terme qu'il a conservés avec certains grands distributeurs, mais fait le minimum pour approvisionner le marché spot.

Au point que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a fini par s'énerver. « *L'AIE pense que la Russie pourrait faire plus pour augmenter la disponibilité du gaz en Europe et garantir que les stockages sont à des niveaux adéquats en vue de la prochaine saison de chauffage hivernale. [...] C'est également une*

opportunité pour la Russie de souligner son rôle fournisseur fiable sur le marché européen », a-t-elle insisté dans un communiqué publié le 20 septembre.

« Il y a des interrogations sur les capacités de production de la Russie. Est-elle capable d’approvisionner en même temps l’Europe et la Chine [un réseau de gazoduc pour transporter directement le gaz extrait de Sibérie jusqu’au marché chinois est en cours d’achèvement à la suite d’un grand accord signé entre Pékin et Moscou en 2014–ndlr] ? Mais il est indéniable aussi qu’il existe une volonté de Poutine, qui n’a pas supporté la politique européenne de sanctions, la remise en cause de Nord Stream 2, de faire sentir à l’Europe son degré de dépendance à l’égard du gaz russe », analyse Philippe Chalmin.



Sur le chantier du gazoduc Nord Stream 2. © Photo Ekaterina Solovyova / Sputnik via AFP

Les doutes sur les engagements russes sont tels qu’un rien suffit à déclencher la panique. Ainsi, le 27 septembre, les traders apprenaient que Gazprom n’avait réservé que 57 % des capacités disponibles qui lui sont réservées sur les réseaux de gazoducs européens pour écouler sa production gazière.

Dans le même temps, ils découvraient stupéfaits que la Chine fait face à **une véritable crise énergétique**. En quelques jours, les arrêts de production, les rationnements d’électricité dans certaines villes et certaines provinces, voire des black-out imposés par le gouvernement chinois, se sont multipliés pour faire face au manque d’électricité.

Personne ne comprend exactement le degré de difficulté que rencontre actuellement la Chine sur son son marché électrique. Mais ces deux nouvelles concomitantes ont enflammé le marché gazier. En une séance, les cours ont grimpé de 11 %. Et la hausse continue, enfle. Ce 30 septembre, les cours ont augmenté de plus de 13 %, frôlant les 100 euros

(98,23 euros exactement) le MWh, à la suite de nouvelles tensions sur les approvisionnements russes. Ils ont encore diminué d’un tiers depuis le début de la semaine.

Le marché gazier en mode panique

« Pourquoi voulez-vous que le marché gazier ait un comportement différent des autres marchés ? Il réagit exactement pareil », relève Jean-Pierre Hansen. Oscillant entre *« exubérance et dépression »*, pour reprendre la définition de l’économiste André Orléan, le marché gazier évolue en ce moment en mode panique. Par peur de ne pas avoir assez de gaz, les acheteurs acceptent d’acheter à n’importe quel prix. Ces choix moutonniers débordent sur le marché électrique. Des fournisseurs ont passé des contrats à plus de 100 euros le MWh pour 2022. Les spéculateurs forcément s’en mêlent et poussent encore un peu plus à la hausse.

Certains espèrent que ces mouvements « irrationnels » ne sont que passagers. *« Les futurs (les contrats à terme) à six mois se négocient à des prix nettement plus bas »*, note un observateur du marché. La réflexion de Mario Draghi, anticipant des hausses encore de 30 % à 40 % des prix du gaz et de l’électricité au dernier trimestre, appelle cependant à une grande prudence.

La réaction de la Chine ce 30 septembre, face à la crise énergétique chinoise, le confirme. Le gouvernement chinois semble prêt à mobiliser toutes les ressources gazières disponibles sur le marché mondial pour affronter la crise énergétique actuelle. Selon l’agence Bloomberg, le vice premier ministre chinois chargé de l’énergie et de l’industrie, Han Zheng, aurait donné instruction à toutes les compagnies publiques d’énergie de sécuriser les approvisionnements pour l’hiver *« quoi qu’il en coûte »*.

Tout le monde se tourne vers des solutions de substitution. *« La hausse du prix du gaz va amener à la réouverture des centrales à charbon. Ce sont les seules capacités disponibles et qui sont susceptibles de permettre de diminuer les tensions sur les prix de l’énergie »*, pronostiquait ces dernières semaines une étude de Citigroup, faisant le pari que tous

les engagements écologiques seraient balayés par les contraintes de prix et d'approvisionnement. La prédiction risque de se révéler exacte. Ces dernières semaines, les fournisseurs européens commencent à remettre en route les centrales à charbon. Depuis juillet, le prix du charbon a plus que doublé.

Boite noire

Cet article a été actualisé dans la soirée du 30 septembre afin de rapporter:

1) Les annonces du premier ministre Jean Castex sur TF1 sur le gel des hausses des tarifs régulés du gaz à partir du 1^{er} novembre et de la limitation de la hausse des tarifs d'électricité en février.

2) Les nouvelles informations sur le gouvernement chinois, pris à la gorge par la crise énergétique qui sévit dans le pays, et donnant ordre d'acheter toutes les ressources énergétiques disponibles sur le marché mondial pour faire face à l'hiver «à n'importe quel prix».

Je reviendrai sur les annonces gouvernementales dans les prochains volets de la série.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Allières

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.